



**HAL**  
open science

# Paysages, usages et images de la nature dans une grande ville du Sud : quels enjeux à Antananarivo (Madagascar) ?

Catherine Fournet-Guérin

## ► To cite this version:

Catherine Fournet-Guérin. Paysages, usages et images de la nature dans une grande ville du Sud : quels enjeux à Antananarivo (Madagascar) ? . Projets de paysage : revue scientifique sur la conception et l'aménagement de l'espace, 2014, 10. hal-01377849

**HAL Id: hal-01377849**

**<https://hal.science/hal-01377849>**

Submitted on 7 Oct 2016

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# **Paysages, usages et images de la nature dans une grande ville du Sud : quels enjeux à Antananarivo (Madagascar) ?**

## ***Landscapes, Uses and Images of Nature in a Large City in a Developing Country: The Issues in Antananarivo (Madagascar)***

Par Catherine Fournet-Guérin Publié le 28/09/2014 sur Projet de Paysage - [www.projetsdepaysage.fr](http://www.projetsdepaysage.fr)

Alors que les travaux scientifiques consacrés aux villes des pays du Sud sont très abondants, d'une part, et que ceux portant sur la nature en ville le sont tout autant, d'autre part, peu nombreux sont ceux figurant à l'intersection de ces deux champs thématiques, à savoir la nature dans les villes du Sud. En effet, l'étude des liens entre la nature et le monde urbain fait l'objet d'un regain d'intérêt presque exclusivement centré sur les villes des pays développés (collectif, 1997 ; Blanc, 1996 ; Chalas, 2003 ; Mercier et Béthemont, 1998 ; Veyret, 2006). Dans la plupart des travaux précités, seule la ville occidentale est prise en compte, les villes des pays en développement étant très largement négligées.

Cet état de fait reflète le faible intérêt pour ce thème dans les villes du Sud, considéré comme négligeable ou du moins secondaire par rapport aux enjeux de développement urbain auxquels elles doivent faire face. Les recherches en sciences sociales mettent largement l'accent sur les aspects fonctionnels du monde urbain et sur ses carences, ou sur les approches sociospatiales. Or, on postule ici qu'il s'agit d'une question majeure pour quiconque est soucieux des moyens d'améliorer le cadre et la qualité de vie des citoyens des pays en développement et, plus largement, d'améliorer le fonctionnement et l'organisation spatiale de ces villes (Tricaud, 1996 ; Yengué, 2014). La question de la nature en ville rejoint ici les préoccupations de l'écologie urbaine, encore balbutiantes dans les villes du Sud. En effet, la nature peut avoir une fonction environnementale, mais aussi sociale, participer à la vie de la cité en étant aménagée pour le loisir des citoyens ou encore économique à travers la mise en tourisme. Pourtant, comme dans de nombreuses villes de pays en développement, les espaces naturels sont concurrencés par l'expansion urbaine, qu'elle soit spatiale ou démographique.

« Nature » est ici entendu dans une acception délibérément large et souple, sans présupposé épistémologique (Robic, 1992). On s'intéressera ainsi à la végétation en ville (arbres, pelouses, bois, parcs municipaux, fleurs...), à tous les niveaux de l'échelle spatiale, de l'agglomération au jardin, à l'eau de surface (plans d'eau tels lacs essentiellement), et de manière ponctuelle à l'agriculture urbaine en tant qu'elle constitue un paysage.

À Antananarivo, capitale et seule grande ville de Madagascar avec une agglomération de quelque deux millions d'habitants, la nature est très présente dans l'espace urbain. Quelle est sa place dans la ville, sa forme dans les paysages, dans les usages qu'en font les acteurs locaux et dans les représentations qu'en développent les citoyens, d'une part, et les pouvoirs publics, d'autre part ? On défendra ici l'hypothèse que même dans une ville très pauvre, où les préoccupations écologiques et la prise en compte du bien-être des habitants sont secondaires, la nature est désormais considérée comme un atout valorisable dans le cadre d'une politique de marketing urbain, ce qui permet de contribuer à son maintien.

## **Une capitale caractérisée par une forte présence visuelle de la nature : quels paysages ?**

### **La nature dans la ville, localisation et identification**

À l'échelle de l'agglomération tout entière, la végétation et les plans d'eau sont très représentés, composant, selon les termes de Thierry Huau, paysagiste, « un paysage urbain unique au monde, un paysage agropastoral » (Plan vert, 2006).

Antananarivo est une ville au tissu urbain aéré, peu minéralisé en proportion de sa superficie. On observe tout d'abord la présence de parcelles cultivées, principalement en riz et en cultures maraîchères, qui occupent près de la moitié de la superficie de la commune.



*Vue depuis la ville haute sur le vallon maraîcher vers l'est. La plupart des parcelles sont cultivées en cressonnières. Ailleurs en ville, ce sont les rizières qui sont prédominantes, 2007.*

© Catherine Fournet-Guérin

La ville compte également des versants de colline peu bâtis et très végétalisés, plusieurs parcs et jardins, des bois (colline de Fort Voyron), une pépinière municipale, une réserve naturelle de quelques hectares figurant à l'inventaire de la convention de Ramsar sur les zones humides (Tsaorasaoatra), ainsi que plusieurs lacs ou plans d'eau d'une superficie non négligeable (lacs Anosy, Mandroseza, Masay), lesquels sont souvent bordés d'arbres ou de pelouses, ainsi que de nombreux arbres ornementaux qui bordent les grandes artères ou les places monumentales (Fayet, 1996).



Vue depuis la ville haute vers la plaine à l'ouest. Le lac Anosy, creusé à l'époque coloniale, bordé de jacarandas, grands arbres ornementaux dans la ville coloniale ; à l'arrière-plan, la plaine rizicole, 2007.

© Catherine Fournet-Guérin

La végétation dans l'espace public est très diverse et présente de beaux spécimens de flore tropicale : jacarandas, eucalyptus, flamboyants, bougainvillées, bambous géants, araucarias, averses dorées (*cassia fistula*), grévilléas arbres, tulpiers du Gabon, plus rares palmiers de haute taille. Néanmoins, hormis les jardins privés, ces arbres sont principalement implantés dans le seul espace de la ville coloniale (cf. *infra*).



Arbres ornementaux dans des jardins privés, ici celui d'une maison traditionnelle tananarivienne. En arrière-plan, un arbre du voyageur, 2008.

© Catherine Fournet-Guérin

La nature est très présente dans l'espace privé, Antananarivo restant une ville basse avec peu de bâti en hauteur et avec de très nombreuses maisons datant du XIXe siècle sur les collines centrales, appelées « maisons traditionnelles ». Outre les arbres ornementaux, tels le pin du Parana, le *hasina* (*dracoena augustifolia*) ou le *ravinala* (arbre du voyageur), de nombreux arbres fruitiers agrémentent les jardins urbains, tout en fournissant un complément alimentaire apprécié : très nombreux goyaviers, avocatiers, papayers, quelques plus rares manguiers, orangers et pamplemoussiers.



Ville haute, quartiers populaires. Végétalisation prononcée des versants, avec bananiers, 2007.

© Catherine Fournet-Guérin

On observe également de nombreuses microparcelles cultivées, de taro par exemple ou des cressonnières de quelques dizaines de mètres carrés.

## Les raisons de la présence importante de la nature dans la ville

Dans une analyse très classique, il est tout d'abord indispensable d'avoir recours au rôle de la géographie et de l'histoire pour comprendre le paysage naturel actuel d'Antananarivo.

Il s'agit d'une ville de latitude tropicale dans l'hémisphère sud, située entre 1 250 et 1 400 mètres d'altitude, ce qui modifie le climat tropical à saisons alternées (moyenne des températures plus fraîche, petites précipitations « hivernales » durant la saison sèche) et autorise ainsi une grande diversité végétale. Ce climat tropical d'altitude parfois caractérisé de « tempéré » ou de « modéré » par les Européens a contribué à ce que, en 1896, l'administration coloniale française ait choisi de conserver la capitale royale d'Antananarivo en tant que capitale, au lieu de la transférer sur le littoral comme ce fut le cas dans la plupart des autres colonies françaises (Rajaonah, 1996).

Ainsi l'histoire tant de la royauté merina<sup>1</sup> que celle de la colonisation française contribue à expliquer le paysage naturel actuel (Goerg, 1999) : création de fossés protecteurs à partir du XVIIIe siècle autour du site défensif de la ville haute, restés non bâtis jusqu'à nos jours et donc végétalisés ; percement de bassins dans la plaine alluviale environnante pour l'approvisionnement en eau des terres agricoles et de la ville, lesquels jouent toujours ce rôle aujourd'hui (le lac de Mandrozeza est encore l'un des principaux réservoirs en eau de la ville) ; politique de percement de plans d'eau d'agrément et d'ornementation végétale dans le cadre d'un embellissement de la ville dès le début du XXe siècle : creusement du lac Anosy, aménagement de parcs municipaux (place d'Andohalo, parc d'Ambohijatovo, jardin à la française dans le centre-ville administratif à Antaninarenina...). Dans l'optique de faire de la ville « la perle » ou « le Paris de l'océan Indien », la valorisation d'un cadre naturel déjà existant et son développement constituèrent un axe privilégié du développement urbain colonial (Fournet-Guérin, 2007).

Enfin, Antananarivo est une agglomération peu dense par rapport à d'autres grandes villes du monde, qu'elles soient dans les

pays du Nord comme dans ceux du Sud. Même si la population n'est pas connue avec précision, les statistiques donnent une densité brute pour la commune urbaine d'Antananarivo (CUA, le territoire administratif de la capitale qui regroupe la majeure partie de la population de l'agglomération) entre 6 000 et 8 600 hab/km<sup>2</sup> ; dans les quartiers les plus denses, on atteindrait seulement 400 hab/hectare, contre par exemple près de 3 000 au Caire (Banque mondiale, 2011). Selon la même source, 43 % de la superficie de la CUA est non bâtie. Cette caractéristique explique la forte présence de la végétation, de l'eau et de l'agriculture urbaine.

## **Une nature dégradée ? La perception d'une évolution négative par les Tananariviens**

Néanmoins, évoquer la question de la nature en ville avec les habitants conduit à des propos fort éloignés du tableau dressé précédemment. En effet, nombreux sont ceux qui déplorent la dégradation de la situation, dans une perspective diachronique de quelques décennies, les années 1960 apparaissant comme un âge d'or perdu.

Le thème récurrent du recul de la présence végétale en ville domine. Les Tananariviens regrettent les parterres fleuris, les pelouses des squares, les arbres. La crise économique et la dégradation constante des soins accordés à l'aménagement urbain ont de fait eu raison des efforts de végétalisation déployés sous la colonisation. Ainsi, la majorité des arbres a disparu de l'avenue de l'Indépendance ; ceux qui subsistent sont en mauvaise santé. Les jacarandas autour du lac Anosy souffrent de leur vieillissement et de la pollution atmosphérique. Nombre de jardins publics sont dégradés, n'abritant plus que quelques arbres et une pelouse lacunaire en très mauvais état.

Au-delà d'un constat objectif de moindre entretien des espaces de nature, la perception de ce changement doit être interprétée dans le cadre plus large d'une nostalgie prononcée pour la ville des années 1960, par ceux qui l'ont connue comme par les plus jeunes, nourris des mêmes représentations (Fournet-Guérin, 2007). Les Tananariviens déplorent la dégradation des espaces publics en général, de l'environnement urbain et plus largement encore celle de leurs conditions de vie. Mais au-delà de cette explication, il est certain que l'extension spatiale et la croissance démographique de la ville (4 % par an depuis des décennies) ont conduit *de facto* au recul d'une partie des espaces non bâtis, qu'ils soient naturels ou cultivés. Or, dans la conception merina de la ville, la présence de la végétation est centrale. Jusqu'au milieu des années 2000, la capitale était ainsi représentée sur un billet de banque comme ce qui pouvait évoquer un village très verdoyant, alors qu'il s'agissait en fait de la colline de la ville haute historique avec le palais royal au sommet.

Ainsi, même si les contraintes d'une ville pauvre pèsent fortement sur la nature urbaine, celle-ci n'en est pas moins omniprésente dans le paysage urbain et sous des formes très variées.

## **Usages de la nature en ville : des besoins et des désirs contrastés**

### **Se dissimuler, se distraire, vouer un culte : la nature comme support de pratiques utilitaires**

Ces espaces naturels sont le lieu de pratiques fort diverses. Tout d'abord, les espaces végétalisés, qu'ils soient aménagés ou non, constituent des lieux de rencontre pour les citoyens en quête d'intimité. C'est le cas du parc zoologique de la capitale, Tsimbazaza, haut lieu de certaines formes de sociabilité. Il est très fréquenté par les habitants, en famille, en couple pour les jeunes car la ville est inhospitalière pour des rendez-vous discrets, ou entre amis venus y pratiquer une activité commune, notamment de la musique ou du chant.



*Pratiques récréatives (musique, pique-nique) dans le parc zoologique et botanique de Tsimbazaza. Le parc est un lieu de rendez-vous et de détente, 2011.*

© Catherine Fournet-Guérin

Il est aisé de comprendre pourquoi ce parc attire autant les citoyens. Il constitue le seul espace vert de grande superficie de la ville. Du fait de son accès payant, il est relativement bien entretenu, au contraire des autres parcs et jardins souvent détériorés. Enfin, de par la présence d'animaux et de plantes originaires d'Afrique, considérées comme exotiques, ce lieu représente un espace de contact avec l'ailleurs et une évasion appréciée du cadre quotidien. Comme ailleurs en Afrique, il s'agit de lieux créés dans un contexte colonial, qui étaient destinés, non pas d'abord à la population locale, mais à mettre en scène la métropole et à glorifier son action. Ils ont été par la suite intégrés par les citoyens locaux et font désormais pleinement partie des lieux de détente des capitales (Gillot, 2005). Ils ont ainsi acquis une connotation exotique nouvelle.

La nature urbaine est par ailleurs le support de pratiques culturelles nombreuses, discrètes et parfois dissimulées aux non-initiés : sources, puits, étangs, bosquets d'arbres, pierres saintes dressées de haute taille parfois vieilles de plusieurs siècles, constituent autant de lieux de culte appelés *doany* et abritent des réunions où les officiants (*mpitaiza*) font appel à l'esprit du lieu (Rakotomalala *et al.*, 2001, p. 166-175). Ces cultes autochtones liés à la nature, ante-chrétiens, sont mal considérés, ce qui explique leur caractère discret.





*Fourrés sur le versant est de la colline de la ville historique, près du palais royal. Vatolahy (pierre dressée), lieu de culte autochtone discret dans la nature. Les buissons servent de support au séchage du linge, 2007.*

© Catherine Fournet-Guérin

Ces *doany* sont en concurrence avec d'autres usages utilitaires du site, telle l'alimentation en eau pour les besoins domestiques et leur caractère sacré peut être abandonné au fil du temps.

## La nature désirée

L'approche utilitariste de la nature en ville est loin d'épuiser les motifs de son maintien dans l'espace urbain. Si bien sûr les citadins emploient les ressources de la végétation et de l'eau présentes en ville, c'est loin de constituer la raison première de leur désir de voir cette nature perdurer. Ce serait une erreur que d'analyser les besoins des citadins des villes du Sud en seuls termes de développement, de nourriture ou de santé : si ces aspirations sont évidemment primordiales, cela n'empêche pas les besoins de récréation de s'exprimer, de manière vive. Dans une ville peuplée, polluée, congestionnée, bruyante, où les logements du plus grand nombre sont étroits, voire insalubres, où l'environnement urbain est unanimement considéré comme désagréable, le désir de nature s'exprime très fortement. Ainsi, Georges, habitant dans le quartier planifié dans les années 1960 dit des 67 hectares, part pique-niquer chaque week-end dans les environs avec sa famille « pour sortir de l'étouffement de Tana, du stress<sup>2</sup> ». Il s'agit là d'une exception, car la plupart des citadins n'ont pas cette chance. Fréquenter en fin de semaine les rares parcs et jardins constitue alors une alternative : même si on reste en pleine ville, on a l'impression de l'avoir quittée pour quelques heures.

Cependant, nombre de ces parcs et squares en ville ont été clôturés dans les années 2000 pour éviter les déprédations. De manière significative, lors de la reconstruction de l'hôtel de ville en 2011<sup>3</sup>, le jardin attenant situé sur l'avenue de l'Indépendance, principale artère de la ville, a été intégralement clos et interdit d'accès au public. Seuls quelques espaces jardinés au milieu de l'avenue sont ouverts à la fréquentation, mais avec des grilles de part et d'autre et une fermeture nocturne. Symboliquement, les citoyens considèrent comme une spoliation le fait de ne pas pouvoir avoir accès au jardin de l'hôtel de ville (entretiens, 2011).

La nature est également désirée dans l'espace domestique, où la végétation constitue souvent un indicateur de citoyenneté. « On a planté des fleurs et puis voilà. [...] Maintenant qu'elle [la maison, située dans la cité des 67 hectares] est à nous, on cultive les fleurs. Il y a des plantes partout dans ma case, j'aime la verdure », déclare une habitante, retraitée.

Dans la cour ou sur le seuil de très nombreuses habitations, qu'il s'agisse de villas, mais aussi de logements collectifs, voire d'habitations précaires de type bidonvilles, les occupants, mêmes locataires, disposent quelques plantes vertes, des fleurs, ou bien font pousser des arbres fruitiers, et ce jusque dans les quartiers les plus défavorisés.





*Végétalisation volontaire d'habitations précaires dans des quartiers populaires de la plaine, insalubres. À gauche de la photo 7, un poulailler, 2002.*

© Catherine Fournet-Guérin

Comme cela a été observé dans d'autres villes d'Afrique, le fait d'entretenir de la végétation dans l'espace domestique traduit un ancrage au lieu, un attachement au logement, une volonté d'y habiter longtemps. Ainsi, dès qu'ils le peuvent, les Tananariviens consacrent du temps et un peu d'argent à l'entretien d'un coin de verdure. Peut-être peut-on également y lire une certaine nostalgie de la campagne, la verdure en ville représentant un substitut, comme le dit explicitement Patricia, qui habite une belle villa dotée d'un grand jardin à Ivandry, un quartier aisé : « Le jardin pour nous, c'est un peu comme la campagne : mon mari jardine lui-même, on a planté treize arbres fruitiers. On aime bien. » Nulle fonction utilitaire de la nature dans ces usages, si ce n'est une distraction du quotidien, un médium permettant d'ouvrir un imaginaire.

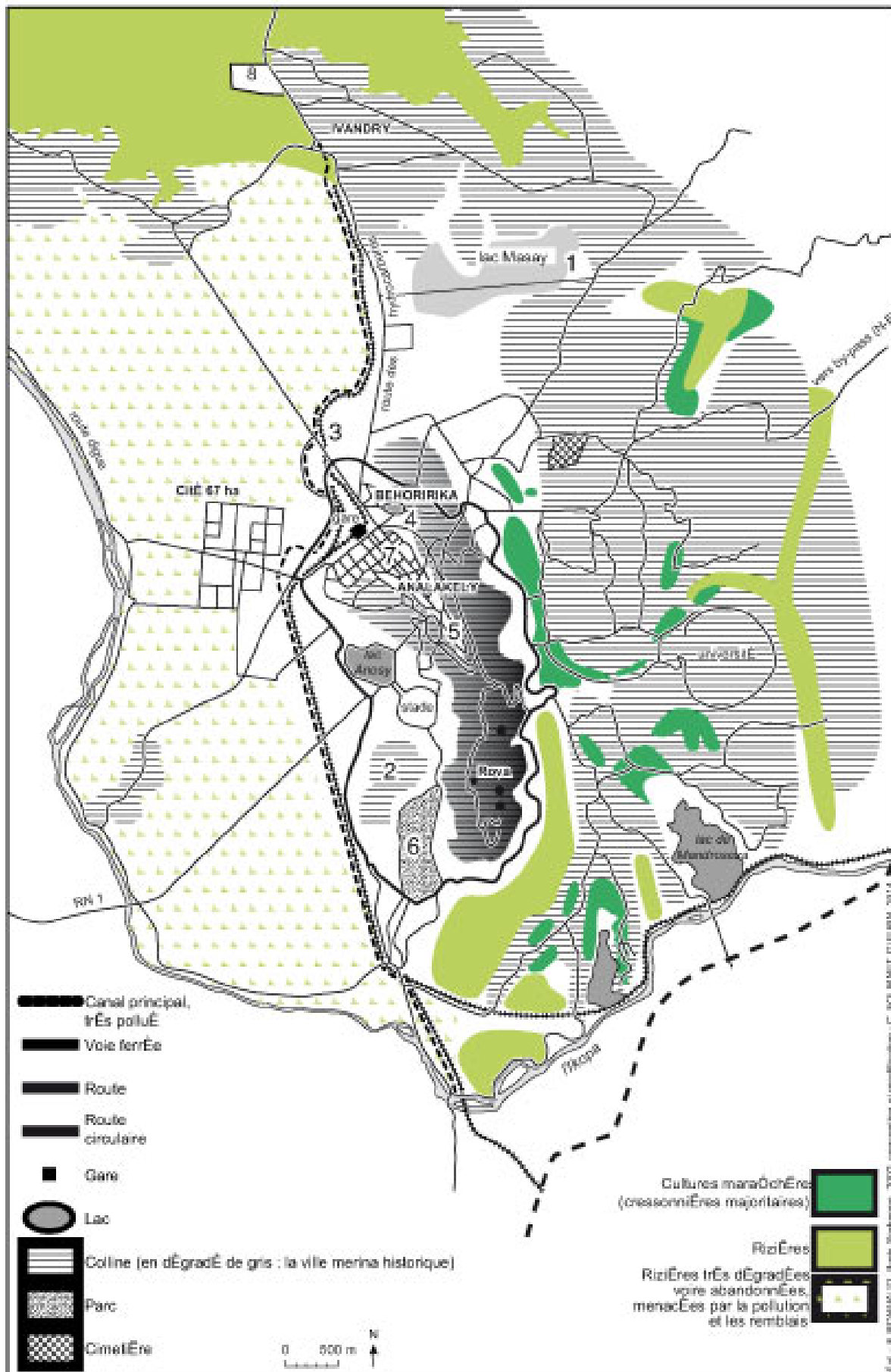
Ainsi, en dépit du contexte urbain de pauvreté massive et d'environnement de piètre qualité, la nature est recherchée à la fois pour divers usages avec des pratiques particulières, telles le culte ou la cachette, et pour des motifs qui relèvent d'un pur désir, les citadins appréciant voir de la végétation plantée par eux-mêmes devant chez eux, fût-ce une habitation extrêmement modeste et précaire. En ce sens, l'image que les Tananariviens conçoivent de la nature est similaire à celle d'autres citadins de par le monde. Qu'en est-il du point de vue des pouvoirs publics ?

## **Images de la nature en ville : représentations et politiques municipales. Vers une patrimonialisation à des fins d'image de marque**

### **Une politique ancienne d'embellissement**

La CUA, en dépit d'un budget extrêmement modeste (il n'y a par exemple pas de ligne de crédit pour l'arrosage), a toujours maintenu un service de jardinage qui s'occupe des espaces verts municipaux, lesquels représentent douze hectares sur les 8 500 du territoire municipal. Pour ce faire, elle dispose d'une pépinière municipale de quelque 1 000 m<sup>2</sup>, réhabilitée en 2007, située dans le quartier péricentral d'Antanimena, derrière la gare.

# La nature † Antananarivo : identification et localisation



--- Tracé du by-pass dans le sud-est de l'agglomération, reliant la RN 7 au sud et la RN 2 au nord-est

- Lieux de nature cités dans le texte:
- 1 : Résidence de campagne d'Ambiditsiry
  - 2 : Boisement (Fort Voyron)
  - 3 : Pépinière municipale
  - 4 : lac de Behoririka
  - 5 : jardin public d'Ambohiatovo

● exemple de lieux de cultes autochtones situés dans la nature (*doany*)

d'après : P. BOUAFIAUD, Paris-Bohème, 2002, consultable et modifiable en : C. POLINET-QUELIN, 2014.

Elle représente un terrain convoité qui pourrait être vendu et loti, alors même qu'il fait déjà l'objet de grignotage par les riverains, lesquels s'approprient ses marges, qui pour des cultures informelles de légumes, qui pour y installer une petite décharge sauvage ou qui encore pour y construire une baraque. La directrice explique devoir argumenter auprès de la municipalité pour justifier son maintien sur un terrain aussi bien situé, au nom de la préservation d'un « patrimoine végétal », tout en tentant de lutter contre les occupations irrégulières et contre le vol de plants (entretien, 2011).

Le personnel municipal entretient dans ces conditions difficiles des plates-bandes, quelques jardins et parcs municipaux. Néanmoins, depuis les années 2000, la CUA a mis en concession, selon une formule de partenariat public-privé auprès d'entreprises privées riveraines, l'entretien de certains parterres ou jardins, comme celui d'Antaninarenina, concédé au restaurant le joutant, tandis que le pourtour du lac de Behoririka a été un temps concédé à l'entreprise Toyota (cf. infra).

## La nature, instrument d'une nouvelle politique de valorisation de l'image de la ville

L'idée selon laquelle, dans les grandes villes du Sud, les questions d'environnement et en particulier de paysage naturel ne figureraient pas parmi les préoccupations des dirigeants municipaux est aujourd'hui largement invalidée (Fournet-Guérin, 2007b ; Yengué, 2014). Bien au contraire, le paysage végétal ou aquatique fait aujourd'hui l'objet de politiques visant à le transformer en patrimoine, ce qui conduit à la mise en place de politiques d'aménagement et de préservation, voire de mise en tourisme. L'idée est que le paysage naturel constitue un atout pour la promotion internationale de l'image de la ville : consensuel, il est à même d'attirer la sympathie des bailleurs de fonds étrangers, en l'occurrence ceux de la coopération décentralisée, pour peu que ce paysage naturel soit promu dans le cadre d'une politique mettant en avant la notion de développement durable. Ces thématiques sont aujourd'hui de loin les plus efficaces pour capter des financements internationaux à l'échelle urbaine.

Dans ce contexte, dans la première moitié des années 2000, la commune d'Antananarivo a commandité un Plan vert (2006) auprès d'une agence de paysage française, Interscène, l'urbaniste-paysagiste intervenant étant Thierry Huau, ainsi que, de manière plus secondaire, auprès d'une autre, Terroirs de demain, avec la paysagiste Françoise Lenoble-Prédine. Cette étude a été financée dans le cadre de la coopération décentralisée avec la région Île-de-France. Les attentes relatives à ce plan sont exposées dans le document officiel : « L'objectif du Plan vert est d'apporter un projet complémentaire permettant de compléter les choix fixés au niveau du schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de la commune urbaine d'Antananarivo<sup>4</sup> (Pudi) en apportant une lecture cohérente s'appuyant sur la géographie, l'histoire du territoire, l'environnement et son paysage tant dans les concepts que dans l'établissement des règles. Ce projet prend en compte les données environnementales, historiques, sociales et *botaniques* afin d'apporter des propositions enrichissant le Pudi par une méthode s'appuyant sur ces éléments. [...] Le Plan vert, *outil d'embellissement et de développement* est avant tout un outil de santé publique se basant sur les techniques naturelles et solidaires afin d'aider au développement de la ville dans son expansion urbaine à ne pas oublier son territoire. » (Plan vert, 2006, souligné par mes soins).

De manière concrète, le Plan vert<sup>5</sup> précise les volets du Pudi concernant la nature, avec comme objectifs de préserver le patrimoine paysager et d'améliorer la qualité de vie des Tananariviens. On se propose ici d'étudier les représentations de la ville et de la nature que véhicule ce document d'aménagement urbain.

Le Plan vert est très ambitieux, pluridimensionnel. L'analyse du document met en évidence un foisonnement d'objectifs, de buts et autres projets, pas toujours hiérarchisés dans le même ordre. Ainsi, tantôt le but premier est centré sur la santé publique, en mettant l'accent sur la dépollution des plans d'eau, voire de l'air - de manière très imprécise -, la lutte contre l'érosion des berges avec l'utilisation de plantes fixatrices tel le vétiver, tantôt plusieurs autres objectifs sont affichés. On trouve alors, outre la dimension culturelle (« valoriser la culture malgache » - qui n'existe pas, il s'agit de la culture de la région des hautes terres) et la dimension économique, deux autres objectifs qui montrent que la nature est considérée comme un instrument au service de l'image de la ville : « apporter image de marque et identité à la capitale », « développer de nouvelles valeurs et de la richesse, par le biais d'un tourisme de qualité ». En guise de conclusion, plusieurs slogans sont proposés dont le suivant : « [le Plan vert est un] lieu d'exemplarité pour les villes du Nord et du Sud. » La terminologie est intéressante : nulle part il n'est fait mention de la situation de pauvreté massive, estimée aux deux tiers de la population urbaine, tandis que des comparaisons avec des villes de pays riches, tel Boston, sont développées. On mesure ainsi la déconnexion entre ce plan d'aménagement de conception internationale et calqué sur des standards occidentaux et la réalité socioéconomique du territoire sur lequel il entend agir. Parmi les propositions générales, figurent des actions d'aménagement qui pourraient s'appliquer à de nombreuses villes ailleurs dans le monde, indépendamment de tout contexte socioéconomique et politique : constituer « un maillage vert structurant », « une trame verte », ou encore « valoriser les canaux en y associant des cheminements verts reliant différents points de la ville ». Pour cette dernière proposition, plusieurs croquis esthétisants ont été réalisés au fusain, témoignant d'une probable fascination de l'auteur du document pour ces canaux. Ce dernier omet toutefois de signaler que pour l'heure, ces canaux servent d'égoûts et de dépotoirs à ciel ouvert, sont extrêmement insalubres et constituent une des sources principales de nuisance dans l'environnement urbain, sans oublier les risques sanitaires !

Dans le Plan vert figurent en outre quatre grandes propositions d'aménagement : « une pépinière à vocation pédagogique et touristique », « un (éco)musée vivant de la plante : centre artisanal », notamment autour du riz, mais aussi du sisal par exemple, un aménagement de l'avenue de l'Indépendance par des plantations, « axe repère, une *vitrine* pour la ville », et un projet de « square social » composé de quatre éléments assemblés dans une surface carrée : un jardin potager, un terrain de sport, un espace vert de détente et d'agrément et une aire pour les lavandières (lavoir, étendage du linge par terre, pratique très répandue à Antananarivo). Ces propositions, pour quiconque connaît la ville, apparaissent certes comme séduisantes et intéressantes, mais totalement inapplicables en raison de la difficulté de leur mise en œuvre et plus encore de leur entretien, laquelle découle directement de la faiblesse des moyens financiers de la municipalité, d'une part, et de la pauvreté de la majorité de la population urbaine, d'autre part. De manière peu surprenante, elles sont d'ailleurs demeurées lettre morte. En revanche, la vision de la ville qu'entend promouvoir le Plan vert, voulu à la fois, rappelons-le, par un bailleur de fonds et par les dirigeants municipaux, est celle d'une vitrine verte, à l'échelle nationale et internationale. Les propositions de mise en tourisme (circuits pédestres le long de sentiers sûrs, cheminements au bord de canaux miraculeusement curés et inodoraux, écomusée de conception européenne) ont toutes pour clientèle cible des visiteurs étrangers, tant le marché touristique local est étroit. S'agit-il vraiment d'objectifs prioritaires pour les Tananariviens ? Si, dans la construction du discours, la santé publique ou le développement humain sont mis en évidence, les propositions qui leur sont consacrées semblent bien moins ambitieuses

que les premières. Seul le projet de « square social » est vraiment destiné à une population pauvre de quartier. On peut alors parler légitimement d'un marketing urbain fondé sur la valorisation de la nature.

## Un décalage flagrant entre les ambitions municipales et les pratiques citadines

Même si le Plan vert n'a pas été mis en œuvre, notamment en raison des aléas politiques nationaux, certains aménagements ponctuels ont été effectués dans les années 2000 sous la mandature de Marc Ravalomanana (2002-2009). L'exemple du lac de Behoririka sera ici développé. Du nom du quartier éponyme, situé en centre-ville, il s'agit d'un plan d'eau artificiel creusé à l'époque coloniale. Rapidement, il est désigné dans le langage populaire comme *ranomaimbo*, « le lac qui pue ». En 1997, les habitations irrégulières qui avaient été construites sur ses berges sont rasées par la municipalité qui, quelques années plus tard, concède à Toyota, entreprise riveraine, l'entretien d'un jardin nouvellement aménagé, pompeusement baptisé « Allée des roses ». Durant quelques années, le partenariat fonctionne, mais dès la crise politique de 2009, l'entretien n'est plus assuré, en conséquence de quoi les berges sont de nouveau souillées (des personnes s'en servent comme d'urinoir, faute de latrines publiques en quantité suffisante, d'autres comme dépôt d'ordures) et progressivement reconquises par des baraques, cette fois dévolues au commerce d'objets manufacturés importés, Behoririka étant devenu le quartier commerçant des Chinois dans l'agglomération. L'Allée des roses est redevenue *ranomaimbo*..., ce qui correspond en fait bien plus aux besoins effectifs des riverains. Les citadins ont reconquis un espace pour le conformer à leurs usages, commerciaux, mais aussi récréatifs puisqu'on y trouve plusieurs billards et Baby-foot en plein air, deux loisirs fort appréciés des jeunes garçons des quartiers populaires. Cet exemple illustre l'échec d'une politique d'embellissement coupée des réalités sociales et des pratiques de la population sur un espace donné.

Plus largement, il est possible de douter de l'efficacité d'une stratégie de marketing territorial fondée sur une valorisation de la nature à Antananarivo. En effet, la ville jouit d'une image très négative à l'intérieur de Madagascar comme auprès des touristes occidentaux ou des étrangers installés pour des raisons de travail dans une ville qu'ils n'ont pas choisie. Ainsi, dans un classement effectué en 2007 par Mercer, un cabinet de consultants réputé, Antananarivo figurait au rang d'avant-avant-dernière ville du monde selon le critère de « la qualité de la vie » pour les étrangers au standard de vie international. Pour Mercer, cette notion inclut une forte dimension environnementale, aussi Antananarivo figure-t-elle même au dernier rang mondial des « écocités » (217<sup>e</sup> rang mondial). Les circuits touristiques des tour-opérateurs incluent dans le meilleur des cas une seule journée dans la capitale. Les instances touristiques locales, en dépit de leur indéniable dynamisme et de leurs nombreux efforts pour modifier l'image de la ville, peinent à drainer une nouvelle clientèle (Ortana, Ecotana, qui tous deux proposent des circuits pédestres en ville). Quant aux élites locales, elles ne se promènent pour ainsi dire jamais en ville. Toute pratique récréative liée à la nature dans l'espace urbain est considérée de manière dévalorisante et assimilée aux classes populaires. Déambuler à pied est inenvisageable dans leur pratique de la ville. Pour ces élites, la nature récréative va se chercher à des dizaines de kilomètres de la ville, dans des maisons familiales ou des complexes hôteliers, loin de la foule et des nuisances urbaines. Dans ce contexte, mener une politique municipale en faveur de la nature ne peut qu'être voué à l'échec si les classes moyennes et aisées n'y adhèrent pas ne fût-ce qu'un tant soit peu.

Même si les politiques récentes visant à instrumentaliser la nature au service d'une image valorisante ne concernent que fort peu les pratiques et les représentations de la majorité des citadins, elles n'en ont pas moins un bénéfice certain, celui de contribuer à préserver les espaces naturels en ville. Protégés, voire valorisés aujourd'hui, ces espaces pourront peut-être être soustraits à l'urbanisation. Il restera ainsi de la nature en ville, ce qui, faute de politique effective, n'est pas garanti (Gillot, 2005). Ces changements à Antananarivo s'observent ailleurs en Afrique, comme à Yaoundé où la municipalité a pour ambition en 2020 de transformer les espaces agricoles intra-urbains en espaces naturels récréatifs<sup>6</sup> (Yengué, 2014). Pour ces capitales de pays pauvres, miser sur la nature pour transformer leur image peut être une solution. Plus largement, cela s'inscrit dans des politiques de patrimonialisation, notamment avec le dépôt de dossiers pour des demandes de classement au patrimoine mondial de l'Unesco. Antananarivo prévoit de le faire, en s'appuyant sur son patrimoine bâti mais aussi naturel. Ainsi, « patrimonialiser la nature tropicale » (Cormier-Salem et al., 2002) s'élargit désormais aux villes. Peut-être qu'un jour, qui sait, le miel d'Antananarivo sera aussi à la mode que celui de New York !

### Notes

1. Nom de l'ethnie principale des hautes terres qui donna son nom au royaume merina, lequel fut à l'origine de l'unification politique de l'île par la conquête militaire. Antananarivo fut la capitale des Merina avant d'être celle de Madagascar.
2. Les entretiens qualitatifs semi-directifs ont été menés entre 1999 et 2002, dans le cadre d'un travail général sur la citoyenneté tananarivienne. Sauf autre mention, tous les propos de citadins en sont issus.
3. Il avait été incendié en 1972 lors d'émeutes politiques.
4. Le Pudi a été établi en 2004, sur une demande de l'État malgache.
5. En 2014, le Plan vert n'a toujours pas été mis en œuvre. En raison du changement de pouvoir en 2009, la plupart des projets engagés sous la présidence précédente de Marc Ravalomanana ont été annulés ou gelés. Par ailleurs, le Plan vert ne concerne que la commune de la capitale, soit 85 km, et non l'ensemble de l'agglomération.
6. De manière significative, il s'agit là aussi d'un document d'urbanisme, le PDU, qui fait appel aux mêmes formules, telle « la trame verte ».

## Catherine Fournet-Guérin

Elle est maître de conférences en géographie à l'université de Reims Champagne-Ardenne, habilitée à diriger des recherches, spécialisée en géographie culturelle et sociale (laboratoires UMR 8185, Espaces, nature et culture et EA 2076 Habiter). Depuis 1998, ses travaux portent sur Tananarive et Madagascar. Sa thèse a été publiée en 2007 aux éditions Karthala (Vivre à Tananarive). Ses recherches récentes sont élargies

## Bibliographie

Banque mondiale, *L'Urbanisation ou le Nouveau Défi malgache*, Antananarivo, 2011, 224 p.

Blanc, N., « La nature dans la cité », thèse de géographie, université Paris I, 1996.

Chalas, Y., « La ville-nature contemporaine : quelle réalité ? quel projet ? », *Natures, sciences, sociétés*, vol. 11, n° 4, 2003, p. 437-438.

Collectif, *Annales de la recherche urbaine. Natures en villes*, n° 74 (numéro spécial), 1997.

Cormier-Salem, M.-C., Juhé-Beaulaton, D., Boutrais, J. et al. (dir.), *Patrimonialiser la nature tropicale : dynamiques locales, enjeux internationaux*, Paris, IRD, 2002.

Fayet, H., « Inventaire des végétaux d'Antananarivo », CARPS, Fivondronana Antananarivo-Renivohitra, MCACF, 1996, 48 p.

Fournet-Guérin, C., *Vivre à Tananarive. Géographie du changement dans la capitale malgache*, Paris, Karthala, 2007a.

Fournet-Guérin, C. (dir.), *Géographie et cultures. La nature dans les villes du Sud*, n° 62, 2007b.

Gillot, G., « La nature urbaine patrimonialisée : perception et usage. Les cas de deux jardins marocains », dans M. Gravari-Barbas (dir.), *Habiter le patrimoine*, Rennes, PUR, 2005, p. 105-124.

Goerg, O., « Parcs et places, expressions du sceau colonial dans les villes d'Afrique », *Les carnets du paysage*, n° 3, 1999, p. 124-137.

Mercier, G., et Béthemont, J., (dir.), *La Ville en quête de nature*, Québec, Septentrion, 1998, 256 p.

Plan vert de la commune urbaine d'Antananarivo, « Antananarivo, entre collines et rizières », Antananarivo, Interscène et Terroirs de demain, document non publié, 2006.

Rajaonah, F. V., « Modèles européens pour une ville malgache : Antananarivo XIXe-XXe siècle », dans Coquery-Vidrovitch, C. et Goerg, O. (dir.), *La Ville européenne outre-mer, un modèle conquérant ? (XVe-XXe siècle)*, Paris, L'Harmattan, 1996, p. 149-162.

Rakotomalala, M., Blanchy, S., et Raison-Jourde, F., *Madagascar - Les ancêtres au quotidien. Usages sociaux du religieux sur les hautes terres malgaches*, Paris, L'Harmattan, 2001, 529 p.

Robic, M.-C., (dir.), *Du milieu à l'environnement. Pratiques et représentations du rapport homme/nature depuis la Renaissance*, Paris, Economica, 1992, 343 p.

Tricaud, P.-M., *Ville et Nature dans les agglomérations d'Afrique et d'Asie*, Paris, ministère des Affaires étrangères, Nogent-sur-Marne, Éditions du GRET, coll. « Études et travaux », 1996, 103 p.

Veyret, Y., « Ville et nature dans le monde occidental », dans Dorier-Apprill, E. (dir.), *Ville et Environnement*, Paris, Sedes, 2006, p. 61-81.

Yengué, J. L., « La nature consommée. Visions d'ici, visions d'ailleurs », dans Guichard-Anguis, S., Frérot, A.-M., et Da Lage, A. (dir.), *Natures, miroirs des hommes ?*, Paris, L'Harmattan, 2014, p. 317-329.